

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19527 - 76ÈME ANNÉE

UNEF, UERH et FER interpellent le gouvernement, la Région et le Département

Coronavirus : 3 syndicats étudiants considèrent la « mobilité contrainte » vers la France comme un problème



« Vie chère, éloignement, précarité, mobilité contrainte pour l'obtention d'un stage, d'une alternance, d'un contrat de travail ou tout simplement d'une formation non-dispensée sur le territoire ; voici une liste non-exhaustive des problématiques de la jeunesse réunionnaise ». (photo Préfecture de La Réunion)

Dans une lettre à l'attention de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Ministre des Outre-Mers, du Président de la Région Réunion, et du Président du Département de La Réunion, trois syndicats d'étudiants demandent au gouvernement et

aux collectivités de « Repenser le modèle estudiantin Réunionnais et agir face à la crise ». L'obligation de la « mobilité », c'est-à-dire de l'émigration en France pour suivre une formation ou un stage fait partie de la « liste non-exhaustive des prob-

lématiques de la jeunesse réunionnaise ».

Voici la lettre signée par trois syndicats étudiants en date du 8 mai, adressée au gouvernement et aux collectivités :

« Nous tenons à attirer votre atten-

tion sur la situation des étudiants réunionnais, qu'ils soient à La Réunion ou en "mobilité". Nous faisons face une à une crise inédite qui nous enjoint à repenser le modèle étudiantin réunionnais.

La jeunesse réunionnaise est ambitieuse et courageuse, elle a su le démontrer pendant cette crise. Les événements nous imposent une réflexion profonde afin de pallier aux freins structurels à l'épanouissement de notre génération. Vie chère, éloignement, précarité, mobilité contrainte pour l'obtention d'un stage, d'une alternance, d'un contrat de travail ou tout simplement d'une formation non-dispensée sur le territoire ; voici une liste non-exhaustive des problématiques de la jeunesse réunionnaise. Pour l'heure, veuillez entendre notre appel. L'exaspération se fait ressentir au quotidien, la précarité frappe de plein fouet. Nous vous demandons d'agir en conséquence pour faire face à l'urgence de la situation. Il est nécessaire d'apporter une réponse non discriminante, à la fois nationale et locale, la situation sur l'île est alarmante et elle doit être similaire voire pire dans les autres DROM. » Cette lettre est signée par : CHAMBON Valentin, Président de l'U.E.R.H ; BOYER Anecie, Co-présidente de l'U.E.R.H ; POTIN Samantha, Présidente de l'U.N.E.F ; SAUTRON Rodrigue, Vice-Président de l'U.N.E.F ; WEBER Marie, Présidente de La F.E.R ; MANANT Stéphane, Élu F.E.R au C.A de l'Université de la Réunion.

Offre de formation insuffisante à La Réunion

Parmi les problèmes soulevés, les trois syndicats soulignent « l'éloignement, la mobilité contrainte pour l'obtention d'un stage, d'une alternance, d'un contrat de travail ou tout simplement d'une formation non-dispensée sur le territoire ».

En effet, l'Université de La Réunion et les autres établissements d'enseignement supérieur proposent une offre de formation insuffisante eu égard aux besoins de notre île, et donc à ceux des étudiants. Ils sont donc des milliers chaque année à devoir quitter La Réunion pour poursuivre leurs études en France.

Or, la France est un des épicycles de la pandémie mondiale de coronavirus. Les voyages entre la France et La Réunion ne sont donc pas près de reprendre normalement, car la quarantaine de deux semaines imposée à tout nouvel arrivant doit perdurer si La Réunion veut vaincre le coronavirus. Cela ne peut qu'entraîner une diminution du nombre de vols entre la France et La Réunion, avec la même diminution de l'offre pour que des étudiants puissent aller en France ou en revenir pour revoir leur famille et leur terre.

Etudiants réunionnais bloqués en France

La tragédie vécue par les étudiants réunionnais en France est l'illustration de l'inadaptation du modèle étudiantin actuel. Le seul geste du gouvernement en direction de ces jeunes est une aide de 200 euros, ce qui semble bien insuffisant pour des jeunes qui

voient se terminer le bail de leur logement et qui doivent se débrouiller en France pour faire face à des dépenses imprévues.

Cette initiative de trois syndicats étudiants est à souligner. Elle montre une volonté de remettre en cause un modèle qui impose le séjour en France comme condition d'une meilleure réussite universitaire.

Changer de modèle suppose donc de renforcer considérablement l'offre de formation dans l'enseignement supérieur à La Réunion. Ce développement peut se penser en concertation avec les pays voisins, afin d'aller vers la création d'une Université de l'océan Indien. Cette Université de l'océan Indien pourrait permettre à chaque pays de s'unir pour proposer une offre complète de formation aux étudiants d'un bassin de vie de plus de 25 millions d'habitants aujourd'hui, 50 millions d'habitants dans 30 ans. Ceci aurait l'avantage de privilégier les déplacements dans notre région qui est relativement épargnée par le coronavirus à l'exception de Mayotte. Enfin, ceci permettra de développer dans les consciences une réalité : l'avenir de La Réunion est lié à celui de ses voisins.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Déconfinement : la reprise scolaire

Comme on a pu le voir précédemment, le déconfinement, tel qu'il a été mis en place, loin d'être un simple grand flou artistique, cache une volonté très idéologiquement marquée : celle d'une « reprise économique rapide ».

Ce qu'il faut voir ici, c'est que cette volonté de reprise n'est en aucun cas voulue pour défendre les travailleurs ou ceux disposant d'une TPE, ce qui est pourtant le message donné par le gouvernement. En réalité, cette « reprise économique rapide » n'est qu'une volonté déguisée de défendre le grand patronat et le système économique dans lequel il prospère, à savoir le capitalisme.

Et comme rien n'est jamais innocent ou mis au hasard, la reprise de l'école, en particulier celle des plus jeunes scolarisés, entre tout à fait dans cette logique et permet même à cette reprise économique d'exister.

Rappelons tout d'abord dans quelles conditions se fait cette reprise scolaire : elle aura lieu entre mi-mai - fin juin en fonction des classes, la première rentrée concernant les plus jeunes, et en fonction de la volonté des collectivités.

Plus important encore, elle sera réalisée dans le mépris le plus total de la communauté scientifique qui s'est accordée sur la nécessité, d'une part de reporter le déconfinement faute de matériel suffisant (masques en théorie mais nous y reviendrons sous peu, dépistage massif, etc.), mais surtout de ne pas reprendre les classes avant septembre et en particulier pour les classes des plus jeunes.

Alors dans ce cas, pourquoi faire ces choix discutables voire dangereux, si ce n'est qu'ils sont portés par une certaine idéologie mortifère ?

Les mots d'ordre principaux depuis le début du confinement en faveur d'une reprise rapide des cours en école, collège et lycées ont été les suivants : assurer la continuité pédagogique, ce qui est difficile mais peut paraître logique, et enfin des arguments d'ordre social, à savoir lutter contre la violence domestique, contre l'exclusion sociale et contre les difficultés d'alimentation. Si évidemment ces problèmes existent et sont très importants et si l'école peut en minorer une partie, force est de constater que la plupart de ces problématiques doivent se faire de concert avec les services sociaux qui n'ont de

leur côté pas été mentionnés par le gouvernement.

De plus, il y a une certitude concernant la rentrée : elle n'a absolument pas été préparée et n'est pas faite pour lutter contre l'exclusion sociale et scolaire. En effet, si cela avait été le cas, on pourrait supposer que les enfants les plus jeunes, ceux ne pouvant pas intégrer les mesures de distanciation sociale du fait de leur âge soient les derniers à rentrer. Il n'en est rien. Il en est de même pour la protection des enseignants et de tout le personnel administratif, où quasiment rien n'est prêt.

Il faut donc voir le côté idéologique de la chose. La première urgence du gouvernement et du grand patronat est de faire rentrer les travailleurs sur leur lieu de travail, ceci afin de pouvoir continuer à maximiser les profits ; en ce sens, le confinement et les enfants sont un frein, car cela impose à beaucoup de parents de rester auprès d'eux en télétravail (quand cela est possible), il faut donc les pousser à reprendre et cela deviendra quasiment obligatoire à partir du 1er juin, étant donné que les mesures en faveur des travailleurs en télétravail ou devant assurer la garde de leurs enfants seront fortement amoindries.

C'est là où l'école et les enseignants ont leur rôle, qui n'est pas celui de la transmission des savoirs, mais bien de garderie. Cela est par ailleurs en lien avec la volonté non cachée de nos gouvernants et du grand patronat qui appartiennent à la même classe sociale, celle des plus aisés, d'empêcher l'ascension sociale des plus précaires. La reproduction sociale doit rester la norme, et l'école publique en tant que modèle n'est pas adaptée à cette volonté.

Comme on peut le voir, cette reprise anticipée des cours alors que le consensus médical demandait justement de ne pas forcer la chose, sous peine d'une deuxième vague de contamination du fait de l'impossibilité de protéger les plus jeunes et les enseignants, est encore due à une volonté idéologique, celle de défendre la « reprise économique rapide », à savoir défendre le modèle économique qu'est le capitalisme, outil du grand patronat, et ce, quitte à mettre en danger notre santé, et plus grave encore, celle des plus jeunes.

Mathieu Raffini

Oté

Kisa i pran la responsabilité zafèr konmsa é koman z'ot konsyans i amorti sa ?

Yèr moin la lir dsi l'internet, lo trètman Dr Raout la mète o poin, li épi son bann lzkip, lété in bon trètman pou lo covid-19. Sa la étone amoin in pé pars moin la antann dé-troi tèt zèf, dann télé apré di trètman-la lété fé la va-vite é l'avé poin la prèv li lété éfikas pou bate la maladi a tèr. Biensir, mi sava pa arkomans dovan zot lo sobataz la lang bann zom de syans la fé rant zot la dsi mé si zot la suiv in pé l'afèr, zot i konpran kosa mi vé dir.

Mé oïla in réfléksyon l'ariv dann mon tèt. Mi vann azot sa konm moin l'ashtë. Ala l'afèr : si lé vré lo trètman lo profesèr Raout sé in bon trètman é si lé vré li lé éfikas pou vanj kont lo korona virus, moin lé a d'mandé pou kosa dann in bonpé lopital la bord trètman-la dsi koté ? Mi koné pou kosa pars dann bann média l anparl sète afèr la san sète an d'suit. I paré té i fo éspérimant ali pandan bèlaz-é - botan. Mé oïla, si zamé, lo défo d'trètman la fé mor in bonpé d'moun olèrk pran azot dann bra la mor. L'èrla, moin lé a d'mandé koman bann résponsab i apèz zot konsyans. Késtyon initil sirman, mé késtyon moin nora poz amoin si moin lété zot plas.

La frans lé loin ! Alor alon koz in n'afèr pli pré. Alon parl la tizane bann syantifik la fé Madégaskar. Néna in koté i di sa sé in médikaman mirak é néna d'ot i di konmsa san molir médikaman-la lé osi bon pou lite kont la maladi k'in pansman dsi in zanm doboi. So kou isi sé l'OMS paré-t-il k'i mont o konba pou dir la tizane-la i kass pa lo kat pate in kanar. Mèm késtyon k'an o la : si par ébzant demoun i mète a mor an poundyak dann Mayotte sansa dann in n'ot landroi, é si l'androi i ansèrv lo médikaman – donk in pé partou dann l'afrik-la sov domoun. L'èrla moin lé a d'mandé kisa zépol lé asé larz pou ankèss in responsabilité konmsa.

Kant mèm, mi pé dmann amoin koman la konsyans in pé i fé pou amorti in kékshoz konmsa san fé tro déga dann koko lo résponsab. Si biensir sak mi antan k'i di lé vré.

Justin